

Urbanité et jeunes marginalisés : Un plaidoyer pour la reconnaissance du travail de Café-Jeunesse Multiculturel dans sa communauté



2^e COLLOQUE

URBANITÉ ET JEUNES MARGINALISÉS :

DE LA CONFRONTATION À LA BIENVEILLANCE

Mercredi 24 mai 2023
8 h 30 à 17 h

3 présentations
en avant-midi
3 initiatives et solutions
en après-midi

Débats et échanges
sur les défis et
les opportunités
liés à la prise en charge
des jeunes en difficulté,
marginalisés « hors cadre »
de l'arrondissement
de Montréal-Nord

*Document préparé par
Gabrielle Prince-Guérard
Izara Gilbert*

Août 2023

Table des matières

Avant-propos.....	3
THÉMATIQUE 1.....	4
Le « non-recours » : des situations méconnues, mais pourtant centrales dans les parcours des jeunes ANTOINE RODE Chargé de recherche à l'Observatoire des non-recours aux droits et services et chercheur associé au laboratoire PACTE, Université Grenoble Alpes, France	
THÉMATIQUE 2	6
Et les filles dans tout ça ? <i>Représentations de la déviance et de la délinquance au féminin</i> JADE BOURDAGES Professeure à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)	
THÉMATIQUE 3	8
Violence armée, jeunes et perspectives politiques <i>Un regard croisé entre Paraisópolis (São Paulo-Brésil) et Montréal</i> BENOIT DÉCARY-SECOURS Professeur associé, École de travail social de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)	
INITIATIVES ET SOLUTIONS 1	10
Incubateur d'initiatives citoyennes : le lien durable comme facteur d'inclusion. <i>Un levier pour la prévention de la délinquance, de la violence et de la criminalité</i> SALIM BAGHDADI Chercheur postdoctorant ayant réalisé la recherche sur l'Incubateur d'initiatives citoyennes et conseiller en développement à la Table de quartier de Montréal-Nord.	
INITIATIVES ET SOLUTIONS 2.....	12
Clinique communautaire transculturelle de santé mentale en première ligne à Montréal-Nord OTACILIO DE OLIVEIRA Chargé de projet à Café-Jeunesse Multiculturel et spécialiste en psychologie sociale DRE TINH-NHAN LUONG Pédiatre et directrice de la Clinique pédiatrique transculturelle à l'hôpital Maisonneuve Rosemont. ANDREW RYDER Professeur et président du département de psychologie de L'Université Concordia et directeur du Laboratoire de la culture, de la santé et de la personnalité (Culture, Health, and Personality Lab)	
INITIATIVES ET SOLUTIONS 3	14
Mieux comprendre les causes et les formes de la violence chez les jeunes ALICIA BOATSWAIN-KYTE Professeure adjointe à l'École de service social à l'université McGill et chercheure principale de l'équipe. TED RUTLAND professeur au Département de géographie, d'urbanisme et d'aménagement de l'Université de Concordia et chercheur interdisciplinaire axé sur la politique municipale, l'urbanisme et la sécurité urbaine au Canada	
Conclusion	16

Avant-propos

Café-Jeunesse Multiculturel est l'émanation du Mouvement Jeunesse Montréal-Nord, organisme à but non lucratif créé en 1977. Au milieu des années 1980, l'augmentation de tensions liées à l'occupation urbaine dans le quartier a mené à des discussions où les jeunes adultes présents ont souhaité la mise en place d'un « Café » multiculturel, comme lieu de rencontres sécuritaire et inclusif. Depuis, Café-Jeunesse Multiculturel est un acteur clé dans l'arrondissement auprès des jeunes de 13 à 30 ans et repose sur des valeurs humanistes.

Le colloque qui s'est déroulé le 24 mai 2023 à Montréal-Nord représente la deuxième initiative de Café-Jeunesse pour développer une approche globale d'intervention, pour intervenir non seulement sur les jeunes, mais aussi sur leur milieu pour permettre à l'ensemble de la communauté de s'épanouir. Sous le thème de « **Urbanité et jeunes marginalisés : de la confrontation à la bienveillance** », le colloque se voulait un espace de débats et de réflexions autour des capacités d'action auprès des jeunes en rupture. En collaboration avec le Centre de recherches sur les services éducatifs et communautaires (CRSEC) et l'Université d'Ottawa, le colloque a réuni un grand nombre d'acteurs sociocommunautaires, institutionnels et universitaires pour développer des méthodes de travail innovantes.

La journée d'étude a été un réel succès, ce qui est très révélateur de l'ancrage de Café-Jeunesse Multiculturel sur le territoire. En effet, plus de 200 personnes étaient présentes, dont plusieurs jeunes et moins jeunes citoyens et citoyennes qui ont témoigné de l'engagement sincère, authentique et adapté de l'organisation. Comme il a été mentionné lors des discours d'introduction, Café-Jeunesse Multiculturel refuse de tourner le dos aux logiques de pauvreté et de racisme du territoire et s'engage pour faire connaître la réalité des quartiers défavorisés. Le colloque représentait ainsi un événement d'importance dans cet effort collectif de développer une intelligence d'intervention pour les jeunes exclus des dynamiques sociétales. Plusieurs personnalités officielles ont d'ailleurs fait acte de présence, notamment Philippe Thermidor de l'arrondissement Montréal-Nord, Guillaume Larouche du ministère de la Sécurité publique, Alain Vaillancourt de la Ville de Montréal ainsi que la femme du premier ministre provincial, Isabelle Brais.

Le présent document souhaite conserver les traces de cet événement, dont la journée a été divisée en deux blocs. Le premier consistait dans les présentations de trois expert·es pour exposer des enjeux spécifiques pour nourrir la réflexion et favoriser les échanges, alors que le deuxième a présenté trois initiatives issues des recommandations proposées lors du premier colloque. Après avoir résumé chacune des présentations, ce document réserve une section pour identifier les enjeux soulevés dans les périodes de discussion. En conclusion, seront rapportées les principales retombées du colloque en insistant sur l'expertise de Café-Jeunesse Multiculturel.

THÉMATIQUE 1

Le « non-recours » : *Des situations méconnues, mais pourtant centrales dans les parcours des jeunes*

ANTOINE RODE

Chargé de recherche Observatoire des
non-recours aux droits et services et
Chercheur associé au laboratoire PACTE
Université Grenoble Alpes, France

***Résumé :** Pourquoi une partie des jeunes ne mobilisent pas, temporairement ou durablement, les dispositifs qui existent pour leur venir en aide ? Cette interrogation courante des acteurs sociaux renvoie à une notion de plus en plus documentée en sciences sociales, celle du « non-recours ». Elle fait référence à toute personne qui ne bénéficie pas d'une offre de droits et de services à laquelle elle pourrait prétendre. En nous appuyant sur plusieurs recherches, nous viendrons définir les différentes formes du non-recours, montrer son ampleur dans plusieurs pays et présenter ses enjeux. Le non-recours lève en effet des questions centrales de justice sociale, d'efficacité, mais également d'acceptabilité de l'action publique. Nous reviendrons plus particulièrement sur les causes du non-recours chez les jeunes et leur vécu de ces situations, pour ouvrir ainsi l'échange sur leur regard, parfois critique, des dispositifs qui leur sont destinés.*

Présentation

Monsieur Rode a commencé sa présentation en abordant la notion du droit, directement liée au non-recours. Selon lui, la pandémie fut une bonne illustration des transformations actuelles pour l'accès à ses droits, notamment avec la dématérialisation des services. Les démarches se font de plus en plus en ligne, et en combinant la fracture numérique, il est difficile de savoir si les personnes obtiennent réellement l'aide qui leur est réservée. En ce sens, le non-recours renvoie à la situation de toute personne qui ne bénéficie pas de l'aide publique, aux invisibles du système de protection sociale. Il existe une idée préconçue que la population va faire les demandes pour accéder à ses droits, mais qu'en est-il réellement ? Quels sont les obstacles ? Le phénomène est difficile à mesurer au Québec, car un tel portrait demande des statistiques et des données qui ne sont pas compilées.

En effet, comme le non-recours renvoie aux personnes qui sont à l'écart du système, il est très complexe d'avoir accès aux informations les concernant. On sait toutefois que c'est un phénomène mondial d'une grande ampleur. En France, 30 millions d'euros par année ne sont pas versés comme prévu aux personnes dans le besoin. L'étude du non-recours implique d'analyser pourquoi les moyens développés ne parviennent pas à se rendre aux bénéficiaires. C'est un enjeu de justice, un enjeu démocratique et économique.

La présentation de M. Rode a permis d'exposer quatre typologies au non-recours : 1) par non-connaissance (lorsque l'offre n'est pas connue) ; 2) par non-demande (sentiment de honte et de stigmatisation et distance des institutions par manque de confiance) ; 3) par non-proposition (offre non proposée par les différent.es professionnel.les) et 4) par non-réception (demande un droit, mais ne l'obtiennent pas, car demande incomplète, erreurs administratives, abandon, etc.). Ainsi, le non-recours est directement lié à l'instabilité des parcours de vie et aux expériences passées de contact avec les institutions, les différentes formes de violence institutionnelle pouvant générer le non-recours. Pour les jeunes qui se trouvent dans des situations complexes, le non-recours survient lorsqu'ils sont *invisibles* socialement, lorsqu'ils ne font pas leurs impôts par exemple. Les jeunes adultes doivent apprendre à se repérer dans les différentes démarches administratives, à connaître graduellement leurs droits. Les études montrent l'expérience d'un « déclic » pour raccrocher les jeunes à leurs droits, souvent portés par des intervenant·es auprès des jeunes. Ceci démontre l'importance du rôle joué par la communauté dans la bienveillance auprès de la jeunesse.

Période de discussion

La période de discussion a débuté par le témoignage d'un jeune citoyen qui s'est beaucoup reconnu dans la présentation. Il a raconté ses démarches pour obtenir l'aide sociale, qu'il n'a jamais obtenue finalement par abandon. Il dit avoir vécu beaucoup de stigmatisation par le personnel de bureau et qu'il n'avait aucun accompagnement malgré la complexité des documents, sans compter la longueur du temps d'appel et du transport. Ces formalités institutionnelles ne seraient-elles pas un moyen de dissuader les demandes et de faire des économies ? Une actrice communautaire a souligné la dichotomie existante entre offrir de l'aide, mais ne pas offrir l'aide nécessaire pour l'obtenir. Cela implique du temps et de la formation pour permettre à différentes personnes de faire l'accompagnement. Finalement, demander de l'aide devient un travail et c'est une exigence imposée à des personnes en situation de vulnérabilité. La discussion s'en est suivie sur le fait que la stigmatisation était souvent à l'origine du non-recours, tout comme la déshumanisation des démarches et la violence institutionnelle. Cela a mené à se questionner sur les liens entre les enjeux du non-recours et la discrimination raciale. Une chercheuse a mentionné que les discours sur les gangs de rue, par exemple, créent une catégorisation entre les « bons » et les « mauvais » jeunes, ce qui a une incidence sur l'obtention ou non de services. Il est important de reconnaître que le gouvernement crée des étiquettes, et que les organismes du terrain travaillent à partir de celles-ci. Il est mentionné qu'heureusement, Café-Jeunesse Multiculturel travaille à déconstruire ces catégorisations.

Et les filles dans tout ça ? *Représentations de la déviance et de la délinquance au féminin*

JADE BOURDAGES
Professeure École de travail social
Université du Québec à Montréal

Résumé : *La participation des filles à la criminalité reste faible tant sur le plan des statistiques judiciaires et correctionnelles que sur le plan de la gravité des actes délictuels. Les jeunes filles tiennent également une part modeste dans les travaux de recherche en criminologie et en sociologie de la déviance et restent marginales, voire invisibilisées dans d'autres disciplines. La justice, la loi, la surveillance s'exercent également de manière différenciée selon les genres. À l'égard d'elles, les pratiques d'intervention, de prévention ou de prise en charge se font généralement au nom de leur « protection ». Dans ce cadre, les jeunes filles qui osent leur autonomie, adoptent des comportements hors normes ou celles qui s'adonnent à des actes délictuels sont souvent dépeintes à travers les normes sociales, familiales et juridiques de l'ordre convenu, les stéréotypes forts véhiculés au sujet de la violence, de la criminalité et des déviances juvéniles et en fonction des représentations de genre qui marquent notre histoire. Ces représentations nous éloignent d'une compréhension plus fine des expériences de ladite déviance au féminin. Nous tenterons de mieux comprendre ces expériences afin de réfléchir à des moyens de mieux les accompagner.*

Présentation

La présentation s'ouvrira sur la façon dont nous parlons de délinquance juvénile, c'est-à-dire en exacerbant la question du genre. Nous faisons une distinction entre les filles et les garçons lorsqu'il est question de la dangerosité juvénile. Ainsi, les jeunes filles sont invisibles sur le plan d'intervention au risque, de délinquance et de violence. En fait, elles sont initialisées dans l'œil de l'État pénal. Cette différenciation dans les représentations influencera la façon de prendre en charge la jeunesse, en fonction de son genre. Ainsi les jeunes garçons sont jugés sur ce qu'*ils font* sous le mode de la punition, alors que les jeunes filles c'est sur ce qu'*elles sont*, sous le couvert de la discipline, afin que celles-ci remplissent les attentes normées et genrées. À ce sujet, madame Bourdages présentait deux paradigmes d'intervention au Québec, quant à la prévention en délinquance juvénile, soit la prévention de

prédiction et celle de prévenance. Le premier est fondé sur des prédictions de lois comportementales, développementales ou environnementales, afin de prédire l'apparition de comportements indésirables ou considérés comme malsains. C'est ce modèle qui est utilisé en grande majorité, bien qu'il renforce l'individualisation des causes des problèmes sociaux. Le deuxième paradigme ne vise pas à empêcher qu'une chose indésirable advienne, mais il interroge les dimensions symboliques et politiques de la normativité de l'ordre social et il vise à créer des contextes de socialisation. Café-Jeunesse Multiculturel se situe d'ailleurs dans ce deuxième courant, afin d'ouvrir des voies sociales différentes que celles de la délinquance. En concluant, madame Bourdages nous invitait à penser les enjeux entourant la délinquance au féminin autrement. C'est-à-dire davantage en fonction des repères normatifs de genre et des représentations des déviances et des dangers, afin de créer des espaces de socialisation et de répondre aux aspirations d'autonomie.

Période de discussion

La période de discussion a débuté avec une intervention d'un acteur communautaire qui invitait à lutter contre la création de foyers de pauvreté et de criminalité, comme l'est Montréal-Nord selon lui. Madame Bourdages rappelait à ce sujet que l'État fabrique ces territoires de relégation, notamment par la distribution inégale des services. Ensuite, une actrice communautaire nommait les risques avec l'utilisation des statistiques, sans regarder le contexte qui les entoure. Cela peut poser une violence pour les personnes que nous essayons de catégoriser par l'usage de celles-ci.

En ne s'intéressant pas au contexte de production de ces données, les statistiques peuvent venir naturaliser et objectiver des représentations sexistes et racistes. Pour continuer, une actrice du milieu de la santé demandait quel type de prévention est meilleur, en faisant référence aux deux types de prévention (prédiction et prévenance) présentée par madame Bourdages. Cette dernière a indiqué que cela dépend des finalités qui sont visées. La prévention prédictive est plus conséquente à l'État néolibéral et la nouvelle gestion publique (NGP), basée sur des principes de productivité et des logiques de rentabilité. Parallèlement, la prévention de prévenance rassemble des processus d'intervention basés sur le potentiel des jeunes, sur leurs aspirations et leurs rêves. Elle appelle des espaces de socialisation positive, qui ne sont pas inscrits dans la répression des jeunes. C'est d'ailleurs dans ce courant que se situe Café-Jeunesse Multiculturel avec leur approche qui mise sur le lien durable avec les jeunes, comme il est possible de le voir dans la présentation de Salim Baghdadi. Finalement, une jeune mère du quartier s'interrogeait à propos du peu de ressources pour femmes, outre les centres d'hébergement et les organismes contre la violence conjugale. Pourquoi faut-il qu'il arrive quelque chose aux filles pour qu'on les aide ? Elle appelait à davantage de services de base de celles-ci.

THÉMATIQUE 3

Violence armée, jeunes et perspectives politiques *Un regard croisé entre Paraisópolis (São Paulo-Brésil) et Montréal*

BENOIT DÉCARY-SECOURS
Professeur associé École de travail social
Université du Québec à Montréal

Résumé : *Durant les 3 dernières années, les médias et les autorités publiques ont mis en scène à Montréal l'émergence d'une violence armée inédite. Associée à certains territoires dits marginalisés et à des groupes de jeunes racisés, cette insécurité est fréquemment mise en catégorie par les médias et les experts (ex. : gang de rue, violence armée, délinquance) dans le cadre de politiques de prévention, d'accompagnement ou de répression. Ces catégories par lesquelles on se représente l'insécurité correspondent-elles à la réalité des populations qui la subissent ? Rarement discutées, ces catégories limitent l'expression d'autres formes de connaissances locales sur ces enjeux qui peuvent suggérer des issues. À partir d'un regard croisé sur les expériences de contrôle de la violence armée dans les quartiers dits marginalisés au Brésil et à Montréal, cette thématique questionne et interpelle l'ensemble des acteurs sociaux (communautaires et institutionnels) sur les raisons sociales profondes de tels actes et l'expression « presque banale » de cette violence.*

Présentation

Nos manières de comprendre la violence comme société teintent la façon dont nous avons d'intervenir sur la violence armée. À partir d'une perspective croisant les situations en Amérique latine et au Québec, la présentation débutait avec trois constats émanant de ce premier territoire, à savoir que : 1) les sociétés inégalitaires sont également les plus violentes ; 2) cette violence n'est pas uniquement produite par les groupes criminels, mais elle est co-construite par l'État ; 3) la déshumanisation, condition de la production de violence, est rendue possible par l'usage de catégories et d'étiquettes à travers lesquels on se représente les populations des territoires stigmatisés. Monsieur Decary-Secours partait de ces conclusions pour réfléchir à la production de la catégorie gang de rue à Montréal, qui a fait son apparition dans les années 80. C'est à partir de la couverture médiatique faite à ce moment et qui montre la violence comme émanant de certains territoires (quartier) et de certaines populations (issue de l'immigration) que sera créé le récit sur lequel appuyer les pratiques répressives actuelles. Ainsi la création et la reproduction de la catégorie « gang de rue » sont empreintes d'un racisme anti-Noir. La présentation se terminait avec trois constats quant à la manière dont nos institutions abordent

la problématique de la violence, à savoir : 1) qu'ils ont tendance à aborder la problématique de la violence de manière à administrer et contrôler des classes d'individus jugés dangereux pour la société, plutôt que de chercher à améliorer les conditions de vie ; 2) qu'ils présentent les populations locales qui subissent la violence comme étant les responsables de sa production (ex. culture de la violence, modèle familial inadéquat) ; 3) qu'ils favorisent la représentation de population dont les droits peuvent « légitimement » être bafoués, les droits viennent donc à être perçus comme obstacles aux opérations de prévention et de contrôle de la violence.

Période de discussion

Plusieurs citoyen.nes du quartier, acteur.trices du communautaire et journaliste ont participé à la période de discussion sur cette thématique. Un acteur communautaire qui travaille avec les demandeurs et demandeuses d'asile et les nouveaux et nouvelles arrivant.es nommait que même si ce ne sont pas tous les jeunes dans ces quartiers qui sont dans la criminalité, c'est toutes les relations sociales qui sont affectées. Il faisait ressortir la violence qui est mise en place par les institutions. Ensuite, un journaliste soulevait la méconnaissance au niveau du journalisme par rapport à la catégorie gang de rue. Il nommait la réutilisation des termes employés sur le terrain, ce qui contribue à la propagation et à la naturalisation de la catégorie. Un travailleur de rue de Montréal faisait un parallèle entre l'Amérique latine et le Québec en soulevant la légitimisasson de la violence et du droit de tuer au Brésil et les pratiques constantes de profilage racial à Montréal. La violence de l'État s'actualise de différentes façons dans les communautés, mais demande de se réorganiser plus durement contre le pouvoir. Pour continuer, une citoyenne de Montréal-Nord soulignait le caractère raciste de la catégorie gang de rue, en nommant le fait que les jeunes Noirs sont de facto vus comme des criminels. Finalement, une mère de Montréal-Nord mettait de l'avant l'inaction des institutions face aux problèmes que rencontrent les jeunes. Celle-ci indiquait que les subventions sont seulement mises dans les salaires et non dans les ateliers ou les initiatives sur le terrain. Elle nommait que le contenu des présentations était déjà connu des citoyen.nes, puisqu'ils et elles vivent quotidiennement avec la violence institutionnelle. Elle se disait déçue de Montréal-Nord et demandait une réelle implication des institutions, afin de voir des solutions et des initiatives qui viennent en aide aux jeunes et à leur famille.

Incubateur d'initiatives citoyennes : le lien durable comme facteur d'inclusion

*Un levier pour la prévention de la délinquance, de la
violence et de la criminalité*

SALIM BAGHDADI Chercheur postdoctorant ayant réalisé la
recherche sur l'Incubateur d'initiatives citoyennes et conseiller
en développement à la Table de quartier de Montréal-Nord.

***Résumé :** La présente recherche porte sur une initiative pour jeunes adultes marginalisés mise en place dans le secteur nord-est de Montréal-Nord. L'initiative en question veut répondre à l'exclusion que subissent les jeunes adultes racisés dans le nord-est de Montréal-Nord et de s'interroger sur les changements de pratiques d'intervention possible et les perspectives de développement.*

Présentation

Les enjeux d'exclusion étaient au cœur de cette première présentation du deuxième bloc de la journée. Pour mettre en contexte son étude, M. Baghdadi a rapporté les tensions vécues entre certains résident·es du secteur et les jeunes adultes racisés, ainsi que la récurrence des plaintes adressées au SPVM, phénomène qui n'est pas sans lien avec la couverture médiatique spécifique sur les armes à feu. Avant l'ouverture de l'espace communautaire le Local, il n'y avait aucun lieu destiné à l'accueil des jeunes adultes et à l'amélioration des relations avec les résidents du secteur. À la demande de Café-Jeunesse Multiculturel, l'objectif de l'étude était de récolter les perceptions entourant l'implantation de l'incubateur pour réfléchir aux méthodes d'intervention.

Peu importe le groupe d'acteurs consulté, les retombées sont positives. Les commerçant·es ont surtout évoqué le besoin d'un tel lieu, car avant les jeunes se regroupaient devant leurs vitrines faute d'espace où socialiser entre eux. Le discours des résident·es est semblable, car l'ouverture du Local a un impact positif sur le sentiment de sécurité (puisque'il y a moins de regroupements extérieurs de jeunes) et facilite le contact avec les jeunes. Nous pensons important de nommer ici la connotation négative associée à la rue et à ses activités dans l'imaginaire collectif. Il n'en demeure pas moins que pour les jeunes, le nouveau local est perçu comme un refuge et un milieu de vie. Les jeunes se sont approprié ce lieu et se rencontrent pour parler entre eux et avec les intervenant·es. C'est un endroit où il n'y a

pas de règles spécifiques ou de contraintes, pas d'attente ou d'implication imposée, mais où ils peuvent être accompagnés dans leurs différentes démarches s'ils en démontrent l'intérêt. Ce cadre leur permet de se projeter vers l'avenir et de sortir de la prévention directive, tout en bénéficiant d'un soutien de proximité. En effet, le simple fait de pouvoir se reposer sans qu'on te demande quelque chose fait en sorte que la personne se sent plus à l'aise de créer une relation.

À cet effet, l'étude a permis de rendre compte du lien durable comme principal outil d'intervention, un outil d'intervention sous-estimé. Le lien a été créé au sein même de l'équipe, et les intervenants qui sont là depuis très longtemps ne viennent pas du travail social, mais ont vécu les mêmes enjeux que ceux que connaissent les jeunes, ce qui permet de bâtir une relation de confiance. Or, certains défis demeurent dans les changements de pratiques et de mentalités à plus grande échelle (de l'ordre des représentations et de la stigmatisation), et l'approche par le lien durable est en contradiction avec le mode de financement actuel qui est ponctuel et par projets.

Période de discussion

La période de discussion a permis aux jeunes qui ont fréquenté le Local de s'exprimer sur leur expérience. En effet, ils sont plus d'un à avoir pris la parole pour remercier les intervenant·es pour leur accompagnement et pour démontrer de quelles façons l'Incubateur les avait aidés, que ce soit dans la gestion de leurs comportements, leurs parcours scolaires ou encore leurs ambitions sportives. Les jeunes ont aussi souligné l'importante accessibilité du Local en pleine cohérence avec leurs besoins, contrairement à d'autres démarches infructueuses qu'ils avaient essayées par le passé avec d'autres ressources. Des citoyen·nes mentionnent qu'ils auraient eu besoin de cet espace plus jeune, reconnaissant les effets de l'Incubateur pour la sortie de rue, et des intervenant·es adressent les bienfaits de l'Incubateur auprès d'une équipe d'intervention pour apprendre à aller vers les jeunes. Enfin, une mère du quartier partage l'expérience d'autres mères et du sentiment d'insécurité qu'elles ont déjà vécus à cause d'attroupements de jeunes et de certaines manifestations de violence (perçues ou réelles). Elle fait une requête auprès des acteurs et actrices présent·es pour obtenir plus de temps d'échanges et de suivis de la sorte. En effet, elle déplore que malgré la réussite du colloque, il y ait peu de temps et d'espace pour que les jeunes puissent témoigner et amener leurs propres préoccupations, alors que ce sont les principaux concernés. Elle conclut en félicitant le travail de Café-Jeunesse Multiculturel et en demandant plus de financement pour améliorer les locaux et multiplier les ateliers.

INITIATIVES ET SOLUTIONS 2

Clinique communautaire transculturelle de santé mentale en première ligne à Montréal-Nord

OTACILIO DE OLIVEIRA Chargé de projet à Café-Jeunesse
Multiculturel et spécialiste en psychologie sociale

DRE TINH-NHAN LUONG Pédiatre et directrice de la Clinique
pédiatrique transculturelle à l'hôpital Maisonneuve Rosemont

ANDREW RYDER Professeur et président du département de
psychologie de l'Université Concordia et directeur du Laboratoire
de la culture, de la santé et de la personnalité (Culture, Health,
and Personality Lab)

***Résumé :** Cette démarche vise à mettre en place une structure permanente en santé mentale à Montréal-Nord et a pour but d'agir de manière préventive sur le territoire de Montréal-Nord. Elle se concentrera sur l'accessibilité des services en santé mentale adaptés aux jeunes vulnérables et à leurs familles par le biais d'une approche transculturelle. Cette approche vise à réduire le non-recours aux services et les barrières culturelles, linguistiques et sociales qui entravent l'accès aux services en santé mentale pour la population du territoire. Cette initiative est portée par un comité formé par Café-Jeunesse Multiculturel, en partenariat avec le Groupe d'Action pour la Prévention de la transmission du VIH et l'Éradication du SIDA (GAP-VIES), le Regroupement des Intervenants et Intervenantes d'Origine haïtienne (RIIOH), Dr Frantz Raphael, de la Clinique pédiatrique transculturelle de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont et le Laboratoire de culture, santé et personnalité (Culture, Health, and Personality Lab) du département de psychologie de l'Université Concordia.*

Présentation

Cette présentation repose sur une réflexion pour une clinique en santé mentale adaptée à la réalité de Montréal-Nord, réflexion entamée depuis 2019 par un comité de gestion. L'objectif était de mettre en place une clinique de santé mentale communautaire transculturelle de première ligne à Montréal-Nord, de créer des liens durables comme base d'intervention avec un ancrage territorial. En effet, il avait identifié plusieurs enjeux de santé sur le territoire : situations quotidiennes de personnes en situation de souffrance psychique sans aucun soutien ; expériences de discrimination dans différents services qui découragent les gens de chercher de l'aide ; manque de services sur le territoire prêt à travailler avec les groupes marginalisés issus des communautés immigrées sur les questions de santé mentale à partir d'une perspective transculturelle ; manque de professionnels formés ; croyances religieuses ou mystiques qui freinent la demande d'aide ; etc. Ainsi, un modèle a été développé en s'inspirant du modèle brésilien de soins de santé mentale intitulé CAPS et recommandé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Ce modèle, dont les populations visées sont les jeunes de 13 à 30 ans et leur famille, vise à réduire la stigmatisation liée à la santé mentale et l'abandon du traitement.

Dans la clinique, la formation en santé mentale transculturelle des intervenant.es de proximité est assurée par le Dr Raphaël. En plus de cette formation spécifique, l'association entre la clinique pédiatrique transculturelle de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et le département de psychologie de l'Université Concordia permet à la clinique de devenir une clinique-école pour les stagiaires en psychologie de Concordia et les professionnels de la santé mentale en général. La mission de la clinique, où la culture et le parcours migratoire sont mis au centre de l'intervention, consiste en un service de consultation pour les intervenants.es de soutien ainsi qu'un suivi directement auprès des jeunes et des familles. Ainsi, le service, inspiré de l'ethnopsychiatrie, se veut autant un outil pour accompagner les professionnel·les de la santé lorsqu'ils·elles ne se sentent pas outillé·es et qu'ils·elles doivent s'ajuster face au standard occidental qu'une clinique de consultation par référencement. L'approche transculturelle mobilise un dispositif groupal (multidisciplinaire, multiethnique, intergénérationnelle, homme-femme), utilise la langue maternelle des patient·es et assure la présence d'un médiateur ou d'une médiatrice culturelle.

L'ensemble de ces mesures souhaite ainsi développer un travail de prévention et soutenir les familles avant les périodes de crise. Le projet-pilote, qui en est à sa première année, est en cours d'évaluation et est conçu pour améliorer systématiquement le traitement au fil du temps.

Période de discussion

Les discussions ont rappelé qu'il existe un important travail de déstigmatisation à faire pour plusieurs communautés, notamment les communautés noires et musulmanes. Un point qui a été soulevé pour s'engager vers ce travail est l'augmentation de la représentation dans les professionnel·les de soin. En effet, il y a des femmes qui veulent recevoir des soins, mais qui n'y ont pas accès à cause de mythes ou de stéréotypes (comme le mythe du mauvais sort ou le stéréotype de la *strong black woman*). Une actrice du milieu de la santé a également rappelé que les formations sont très euro-centriques. Les personnes étudiantes doivent faire l'effort de déconstruire ce qui est appris à l'école pour ne pas reproduire les violences envers les communautés. Il peut être très épuisant de passer à travers un programme qui appréhende les connaissances d'une façon et qui les hiérarchisent. À cet effet, il est rappelé qu'il est important de puiser dans la sagesse et les croyances des communautés, puisqu'en ayant vécu marginalisation et violence, elles ont beaucoup à apprendre et à transmettre au niveau de la résilience et de la force (pas seulement des traumas). Une actrice institutionnelle a rappelé que le réseau de la santé est présent sur le territoire avec plusieurs programmes, mais des acteurs du territoire démontrent qu'ils ne sont pas adaptés, et que le vocabulaire doit être actualisé. Par exemple, il y a des citoyen·nes qui sont là depuis 6 ou 7 générations, on ne peut pas parler de diversité culturelle, mais de population montréalaise racisée.

Mieux comprendre les causes et les formes de la violence chez les jeunes

ALICIA BOATSWAIN-KYTE

Professeure adjointe à l'École de service social de l'Université McGill
et chercheuse principale de l'équipe
Adoptant une perspective de racisme anti-Noir,
ses études examinent comment la race s'entrecroise avec les facteurs
socioéconomiques pour affecter les opportunités
et le bien-être des personnes racisées

TED RUTLAND

Professeur au Département de géographie, d'urbanisme et d'aménagement de
l'Université Concordia et chercheur interdisciplinaire axé sur la politique
municipale, l'urbanisme et la sécurité urbaine au Canada

***Résumé :** L'approche théorique qui conçoit la violence armée comme faisant partie d'un continuum qui comprend différents types de violences, visibles et invisibles. Dans cette logique, la violence associée aux armes à feu est vue comme étant l'une des parties visibles d'un ensemble multiforme de processus problématiques qui s'influencent et se renforcent mutuellement et dont les mécanismes ne sont pas nécessairement évidents. Cette initiative s'appuie sur le postulat voulant que, dans une logique d'intervention de proximité comme celle qui est propre au travail de rue, la meilleure façon d'approcher la violence armée soit celle qui met l'accent sur le développement d'un sens global de citoyenneté, c'est-à-dire une conception de la citoyenneté qui tient compte des droits et des responsabilités de l'ensemble de la population en général et des jeunes en particulier. Cette initiative est portée par un comité formé par Café -Jeunesse Multiculturel, en partenariat avec les chercheurs : Alicia Boatswain-Kyte (McGill), Eduardo González Castillo (CRSEC – Ottawa), Ted Rutland (Concordia), Anne-Marie Livingston (McMaster-Ontario) et Jade Bourdages (UQAM).*

Présentation

Ce segment du colloque débutait avec la présentation de madame Boatswain-Kyte et avait pour titre « Trajectoires différentielles : Les enfants noirs et le système de protection de l'enfance du Québec ». Il est en effet possible de voir une surreprésentation des enfants noirs dans le système de protection de la jeunesse. Il y a également plus de signalements pour les familles noires et ces signalements viennent souvent des institutions formelles, comme l'école. Le cadrage discursif en place fait en sorte qu'on ne parlera pas de profilage, mais de protection. Ainsi des intervenant.es qui ont le mandat d'aider les familles se retrouvent avec beaucoup de pouvoir et de contrôle sur les trajectoires de celles-ci.

Ces trajectoires différentielles créent des inégalités sociales dans la justice et l'accès aux services de base. Il s'agit d'une forme de racisme anti-Noir qui s'opérationnalise à travers la déshumanisation de ces familles, la suprématie blanche et le capitalisme racial. Madame Boatswain-Kyte a terminé la présentation en rappelant que ce traitement différentiel est responsable de beaucoup de traumatismes dans les communautés noires, ce qui aura des effets pendant toute la vie de ses membres.

Monsieur Rutland a enchaîné avec une présentation qui concernait les violences subies et commises par les jeunes à Montréal-Nord. Lorsqu'il est question de violence, plusieurs thèmes sont récurrents comme les fusillades, la violence armée ou les gangs de rue. Or, nous nous attardons rarement sur le contexte de production de cette violence. Il est nécessaire de montrer d'autres perspectives sur la violence et de revenir sur le passé pour le faire. Dans les années 80, il y avait à Saint-Michel et Montréal-Nord beaucoup de violences à l'endroit des communautés haïtiennes par les communautés blanches. Plusieurs attaques se déroulaient dans la rue et les institutions, comme les écoles ou la police, ne faisaient rien pour améliorer la situation, au contraire. Les institutions ont participé à amplifier la violence interpersonnelle et à envenimer les relations entre les jeunes. Or, il importe de se rappeler que la genèse de ce que nous appelons maintenant « gang de rue » se trouve dans un mouvement de protection et d'auto-défense de jeunes Haïtiens contre la violence raciste qu'ils subissaient quotidiennement. Le portrait de la violence que rencontrent les jeunes à Montréal-Nord se doit de prendre en compte son contexte socio-historique tout comme ses dynamiques systémiques, sans quoi nous faisons fausse route. La présentation de monsieur Rutland se terminait en insistant sur le fait que la police et la répression ne sont pas des solutions aux violences subies et commises par les jeunes. Il importe de trouver des solutions qui ne rajoutent pas une couche de violence étatique, ce que Café-Jeunesse Multiculturel fait avec son approche centrée sur le lien durable auprès des jeunes et leur famille.

Période de discussion

La période de discussion a surtout été axée sur l'importance des partenariats entre les quartiers pour adresser la situation de la violence chez les jeunes. En effet, un acteur communautaire dans le quartier Côte-des-Neiges partageait la nécessité de créer des ponts entre les arrondissements pour améliorer notamment l'accès aux services pour les jeunes. Une citoyenne de Montréal-Nord a également rappelé que la violence est un enjeu de santé publique et pas seulement de sécurité publique. Il est primordial de regarder les limitations dans l'accès aux soins de santé et aux services de base. Où sont les programmes de santé mentale pour les communautés de Montréal-Nord ? Elle rappelait que face à la violence, la réponse ne peut venir de la répression, alors que des familles victimes de ces violences sont encore en attente de soutien. Il importe d'honorer les proches qui ont perdu des êtres chers aux violences armées. Ce moment de discussion s'est terminé en mettant l'accent sur la première ligne de prévention contre la violence, soit les mères et la communauté.

Conclusion

Le colloque sous le thème « **Urbanité et jeunes marginalisés : de la confrontation à la bienveillance** » a été une occasion précieuse de se rassembler et de réfléchir collectivement aux enjeux qui traversent à la fois le quartier Montréal-Nord et la vie des jeunes y évoluant. Les nombreux échanges, de même que les présentations qui les ont précédées, ont permis de nommer plusieurs défis qui persistent, mais aussi de rendre visibles les efforts de Café-Jeunesse Multiculturel pour y remédier. En résumé :

- Lutter contre la stigmatisation et la catégorisation des gangs de rue qui affectent l'expérience sociale des jeunes et l'obtention des services ;
- Développer des services destinés spécifiquement aux jeunes femmes du quartier ainsi qu'aux mères de famille ;
- Interpeller les pouvoirs publics pour qu'ils s'impliquent activement face aux problématiques vécues par les jeunes ;
- Multiplier les espaces de dialogue pour que les jeunes puissent s'exprimer sur leurs besoins et aspirations ;
- Puiser dans la sagesse et les croyances des communautés et augmenter leur représentativité ;
- Développer des partenariats entre les arrondissements.

Au terme de la journée d'étude, certains constats semblent unanimes et méritent d'être mis en évidence. En effet, la manière d'appréhender la violence subie et commise par les jeunes a un effet sur nos façons d'entrevoir les réponses. Plutôt que des actions répressives et déconnectées de la réalité du terrain, autant citoyen.nes, chercheur.euses qu'intervenant.es ont souligné l'importance de soutenir les solutions communautaires développées localement. C'est le même constat auquel parviennent Tari Ajadi, Anne-Marie Livingstone, Philippe Néméh-Nombré et Ted Rutland, respectivement professeur adjoint au Département des sciences politiques de l'Université McGill, professeur adjoint au Département de sociologie de l'Université McMaster, chercheur postdoctoral au Département de géographie de l'Université Concordia et professeur agrégé au Département de géographie de l'Université Concordia, dans leur texte d'opinion paru dans *Le Devoir* le 18 août 2023. En réponse au double discours de la Ville, qui dit vouloir s'attaquer au racisme au sein de la police, mais qui lui accorde du même coup un budget record légitimant sa vision et ses pratiques, ils et elles écrivent :

Si la Ville ne sait pas comment s'y prendre pour développer une analyse plus riche de la violence et envisager des moyens plus efficaces pour la prévenir, il y a des experts dans notre ville. De nombreux organismes travaillent à la prévention de la violence avec une compréhension beaucoup plus vaste du bien-être collectif et du développement social. Café-Jeunesse Multiculturel de Montréal-Nord (CJM), par exemple, comprend la violence comme un phénomène structurel qui reflète une société inégalitaire et veille depuis plus de 30 ans à ce que les jeunes du quartier aient conscience des occasions qui se présentent à eux et exercent leurs droits en tant que citoyen.nes à part entière. L'organisme œuvre à prévenir la violence interpersonnelle et structurelle en s'attaquant à ses causes - en misant sur la construction de liens avec les jeunes plutôt que sur la punition et l'exclusion.

L'expertise mobilisée par Café-Jeunesse Multiculturel est unique, non seulement par la compréhension fine des causes systémiques de la violence, mais également par la réponse basée sur le lien durable avec la communauté et l'enrichissement du tissu social. Leur force repose d'ailleurs sur une communauté présente, comme le témoignent les nombreuses prises de parole citoyenne pendant la journée qui ont souligné la force et la résilience de la communauté face aux violences. Il est nécessaire d'offrir des espaces de rassemblement, de guérison et d'organisation pour les jeunes et leur famille, comme ils sont au premier rang des effets délétères de cette violence. Les initiatives citoyennes présentées lors du colloque en représentent des exemples brillants. Il s'agit donc d'un appel à se rallier derrière le savoir-faire remarquable des organismes sur le terrain, comme Café-Jeunesse Multiculturel. Il est pressant de reconnaître l'étendue de cette expertise en leur donnant les moyens financiers et matériels pour pérenniser et étendre leur travail dans le quartier. Les jeunes et leur famille méritent des opportunités à la hauteur de leurs aspirations. Comme mentionné par Slim Hammami, coordonnateur de l'organisme, lors du mot de clôture de la journée : il importe de leur donner des solutions et des possibles.